



**DIRECTION DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DES PECHERIES
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**PROJET DE COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA TREIZIEME SESSION
4-6 décembre 2000**

Groupe de travail mixte du Comité de l'agriculture et du Comité des politiques d'environnement

Les délégués qui auraient des amendements à apporter à ce compte rendu sont invités à en informer le Secrétariat le plus tôt possible afin que ces propositions de changements soient portées à l'attention de la prochaine réunion du GTM (9-11 juillet 2001), lors de l'approbation du compte rendu.

Personne à contacter : Wilfrid Legg, Division des politiques et de l'environnement
Tel. : (33 1) 45 24 95 36, email : Wilfrid.Legg@oecd.org

JT00105498

**GROUPE DE TRAVAIL MIXTE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE
ET DU COMITÉ DES POLITIQUES D'ENVIRONNEMENT**

PROJET DE COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA TREIZIÈME SESSION

tenue du 4 au 6 décembre 2000

Point 1. Adoption du projet d'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est adopté, après modification de l'ordre des points.

Point 2. Élection des membres du bureau

Le Secrétariat propose que les membres du bureau du GTM pour 2001 soient élus à la fin de la présente réunion, de façon à lui permettre de préparer la prochaine réunion du GTM en collaboration avec la nouvelle équipe (président et bureau). Cette proposition est acceptée. Sur proposition de M. M. Saigo (Japon), M. T. McRae (Canada) est élu président et Mme K. B. Andersen (Danemark), Mme D. Bennet (Nouvelle-Zélande), M. J-M. Devillard (France), M. S-J. Lee (Canada) et Mme A. Thyssen (Allemagne) sont élus vice-présidents.

Point 3. Approbation du projet de compte-rendu succinct [COM/AGR/CA/ENV/EPOC/M(2000)85]

Le compte rendu succinct de la douzième session est adopté, sous réserve de modification du premier paragraphe introduit par une puce dans le point 5 (Indicateurs agro-environnementaux) de façon à ce qu'il indique : "l'intérêt de définir un ensemble d'indicateurs centraux applicables aux pays Membres de l'OCDE, choisis en fonction de critères opérationnels clairement définis (par exemple, pertinence politique, justesse d'analyse, mesurabilité, faisabilité, exhaustivité, facilité d'interprétation)".

Point 4. Exposé du Secrétariat

Wilfrid Legg fait savoir que le Comité de l'agriculture apporte un "soutien sans réserve" au renouvellement du mandat du GTM jusqu'à la fin janvier 2004. Le Comité des politiques d'environnement doit se prononcer sur le renouvellement du mandat, dans le cadre de la procédure écrite, au plus tard le 21 décembre 2000. M. Legg indique d'autre part que le GTM pourrait être amené à participer à la préparation d'une conférence internationale sur les biotechnologies et l'environnement, qui se déroulerait sous les auspices de l'OCDE au deuxième semestre 2001.

Plusieurs études entreprises par le GTM sont en cours de publication. Le Secrétariat informe le GTM que le rapport intitulé *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : méthodes et résultats – Volume 3* [COM/AGR/CA/ENV/EPOC(99)121-134REV1] sera publié fin janvier 2001. Des exemplaires du résumé ont été remis aux délégués. Les études en cours de publication au format papier ou de diffusion sur le site web de l'OCDE sont les suivantes : *Adoption de technologies favorisant les systèmes durables de production agricole* (actes du séminaire de Wageningen), *Incidences de la libéralisation des échanges agricoles sur l'environnement au plan national et international* et *A Policy Decision-Making Framework for Devising Optimal Implementation Strategies for Good Agricultural and Environmental Policy Practices*.

Dan Biller décrit les travaux entrepris par le Sous-groupe sur les aspects économiques de la biodiversité. Au nombre des principaux rapports figurent un manuel sur la valorisation de la biodiversité et une étude sur la création de marchés des produits et services liés à la biodiversité. Au sujet de cette

dernière, le projet d'ordre du jour de l'Atelier international sur la création de marchés des produits et services issus de la biodiversité, qui se tiendra prochainement et qui est organisé en collaboration avec la Banque mondiale, est distribué aux participants. Les délégués sont invités à prendre part à cette manifestation et à faire parvenir le formulaire d'inscription pour le 22 décembre 2000 au plus tard. Enfin, les activités relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage de leurs avantages devraient démarrer début 2001.

Dan Biller évoque également le Congrès mondial de la conservation, organisé en octobre 2000 par l'UICN à Amman, en Jordanie. Cette manifestation, l'une des plus importantes en la matière, se déroule tous les trois ou quatre ans. Joke Waller Hunter (directeur de la Direction de l'environnement), Wilfrid Legg et Dan Biller représentaient l'OCDE. En marge du congrès, les Directions de l'environnement et de l'agriculture ont présenté les travaux qu'elles consacrent actuellement à la biodiversité, ainsi que leur coopération avec l'UICN. Le Secrétariat de l'OCDE a également participé à des séances sur la communication, les échanges et l'environnement, et sur la biodiversité et le commerce. Cette manifestation a fourni l'occasion de mettre en valeur les travaux de l'OCDE et de ses comités.

Helen Mountford présente un exposé oral sur l'avancement du projet de l'OCDE *Perspectives et stratégie de l'environnement*, et précise la place que tiennent le secteur primaire et les ressources naturelles dans le rapport sur les perspectives. Le GTM est invité à transmettre, jusqu'au 20 décembre, des commentaires écrits sur le chapitre consacré à l'agriculture dans ce rapport.

Elaine Geyer-Allély présente le rapport de synthèse sur la consommation alimentaire des ménages, qui relève du programme de travail sur les modes de consommation durables du Groupe de travail sur l'intégration des politiques économiques et de l'environnement. Le GTM est invité à faire part de ses commentaires éventuels avant la fin décembre 2000.

Jeanne Richards fait le point sur les activités du Sous-groupe sur les pesticides intéressant le GTM, à savoir le projet d'élaboration d'indicateurs des risques liés aux pesticides et le projet d'atelier sur l'analyse coût-avantages de la réduction des risques induits par les pesticides. S'agissant des indicateurs, le sous-groupe (1) conduit un projet pilote dans lequel des pays expérimenteront les trois méthodes préalablement mises au point pour suivre l'évolution des risques dans les milieux aquatiques, (2) met en place un groupe de discussion sur les indicateurs de risques pour le milieu terrestre, (3) inscrit à l'ordre du jour de ses réunions des rapports sur les activités nationales dans le domaine des indicateurs de risques pour la santé humaine. En ce qui concerne l'atelier sur l'analyse coût-avantages, le Groupe directeur sur la réduction des risques du sous-groupe (auquel le GTM est invité à participer) se réunira début février 2001 pour définir l'ordre du jour. L'objectif de cette manifestation sera d'échanger des informations sur les méthodes d'évaluation des conséquences économiques de la réduction des risques liés aux pesticides. Les délégués du GTM qui ont des suggestions à formuler sont priés de contacter le délégué de leur pays auprès du Sous-groupe sur les pesticides.

Dale Andrew fait un rapide tour d'horizon des travaux du Groupe de travail mixte sur les échanges et l'environnement en relation avec le volet agricole des activités du GTM. Il insiste sur le fait que ces travaux ont pour objectif de définir des solutions qui soient propices à la fois aux échanges et à la protection de l'environnement, les principes environnementaux fondamentaux que le système commercial doit prendre en considération et des méthodologies d'évaluation de l'impact sur l'environnement des politiques commerciales.

Point 5. Développement durable

Ron Steenblik, actuellement affecté à l'équipe restreinte chargée de rédiger le rapport d'orientation sur le développement durable sous la direction du Secrétaire général adjoint Thorvald Moe,

informe le GTM du déroulement des travaux d'achèvement. Ce dossier sera à l'ordre du jour des réunions des ministres de l'OCDE, en mai 2001. M. Steenblik souligne que le rapport analytique sera rédigé sous la responsabilité du Secrétaire général, tandis que la préparation du rapport d'orientation a été confiée à un groupe ad hoc composé de personnalités des pays Membres.

(i) Agriculture et développement durable

Le GTM se félicite des améliorations apportées au document qui constituera le chapitre 14 du rapport analytique, dont il avait examiné la précédente version en juillet. Les délégués font observer qu'ils auront besoin d'un peu de temps pour faire parvenir leurs commentaires écrits au Secrétariat, car le document leur a été transmis tardivement. Certaines délégations estiment que le chapitre pourrait être publié en l'état, mais d'autres sont d'avis qu'il devrait faire plus grand cas des résultats présentés dans le rapport d'évaluation sur les indicateurs agro-environnementaux et qu'il n'insiste pas suffisamment sur les avantages environnementaux de l'agriculture, sur les liens avec la multifonctionnalité et le bien-être animal, et sur la dimension sociale de la durabilité. D'après certaines délégations, il conviendrait d'apporter plus de soin à la sélection des documents cités en référence. Plusieurs délégations proposent de raccourcir certains passages pour rééquilibrer le texte, de manière à mieux refléter l'importance relative des différentes questions abordées.

Le Secrétariat souligne qu'il convient de considérer ce chapitre dans le contexte du développement durable et qu'il doit s'appuyer sur tous les travaux entrepris dans ce domaine à l'OCDE. Néanmoins, le GTM a auparavant convenu qu'il ne devait pas répéter les travaux sur la multifonctionnalité qui relèvent d'autres comités et groupes de travail de l'Organisation. Le Secrétariat invite les participants à faire parvenir leurs commentaires écrits par courrier électronique jusqu'à la **fin décembre 2000**. Ils seront transmis à tous les délégués du GTM, mais ni ce dernier, ni les comités de l'OCDE n'auront plus l'occasion de débattre de nouveau du sujet.

(ii) Gestion des ressources naturelles

Le Secrétariat présente le document qui constitue le chapitre 10 du rapport analytique du projet horizontal sur le développement durable. Il rappelle au GTM que sa rédaction fait intervenir de nombreuses directions et plusieurs comités de l'OCDE, qui ont déjà formulé des commentaires précis dont il sera tenu compte dans la version révisée. Le GTM examine le document, qui reçoit un accueil globalement favorable et qui est jugé très instructif, et note qu'il devrait accorder une plus large place à la biodiversité, aux ressources non renouvelables, aux forêts, aux capacités limites des écosystèmes et au traitement des questions transfrontières. Du point de vue de l'action des pouvoirs publics à l'avenir, le rôle des initiatives communautaires et volontaires et de la recherche mérite davantage d'attention. Le GTM s'engage à adresser tout commentaire supplémentaire par écrit au Secrétariat **avant le 20 décembre 2000**.

Point 6. Travaux en voie d'achèvement

(i) Réconcilier les objectifs commerciaux et environnementaux

Les délégués accueillent favorablement le document, considérant qu'il fait progresser le débat sur la compétitivité de l'agriculture et sur les mesures agro-environnementales qui ont un effet minimal sur les échanges. Ils estiment que les commentaires émis par les délégations au sujet de la version précédente ont dans l'ensemble été pris en compte de manière satisfaisante. Ils conviennent que les divergences de vue à propos de la notion de distorsion des échanges devraient être signalées dans le document, sans qu'il soit fait mention pour autant d'exemples concrets de sa définition et de son utilisation dans différents pays

Membres de l'OCDE. Le GTM recommande à ses comités de tutelle de déclassifier une nouvelle version révisée du document reflétant les commentaires formulés par les délégués lors de la réunion, sous la responsabilité du Secrétaire général.

(ii) Pratiques agricoles visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre

Le Secrétariat informe le GTM des modifications apportées au rapport depuis le dernier examen effectué lors de la 11^{ème} session tenue en octobre 1999, notamment de l'intégration de quatre réponses supplémentaires au questionnaire, reçues depuis lors. Les délégués réservent un accueil favorable au projet révisé, mais regrettent que le nombre de réponses au questionnaire soit limité (16 au total). Plusieurs d'entre eux estiment qu'il conviendrait de disposer de davantage de réponses pour que le rapport soit plus représentatif des pays Membres de l'OCDE. Il est rappelé qu'il est difficile d'obtenir les informations demandées et, en particulier, qu'une étroite coordination avec les autorités locales, voire avec les agriculteurs, s'impose pour avoir une vue d'ensemble claire des pratiques et des politiques en vigueur qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre imputables à l'agriculture. Les délégués observent qu'un assez grand nombre de pays avaient signalé au Secrétariat qu'ils ne disposaient pas des informations requises et qu'ils ne seraient pas en mesure de remplir le questionnaire dans un avenir proche. Ils craignent que les premières réponses reçues ne soient plus d'actualité si le processus est retardé par l'attente de réponses supplémentaires.

Les délégués de trois pays Membres (la France, les États-Unis et le Royaume-Uni) s'engagent à répondre au questionnaire ou à fournir des informations sur les politiques et pratiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole d'ici le **15 janvier 2001**. Il est convenu qu'après incorporation de ces réponses et des commentaires écrits éventuellement adressés au Secrétariat avant cette date, le rapport sera révisé et soumis aux comités de tutelle accompagné d'une recommandation en vue de sa déclassification. Le rapport indiquera clairement que les informations sur lesquelles il s'appuie proviennent d'un nombre limité de pays Membres de l'OCDE et que, loin de constituer une étude exhaustive et pleinement représentative, il donne un premier aperçu de quelques politiques et pratiques en vigueur dans certains pays Membres de l'OCDE en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole.

(iii) Durabilité environnementale en agriculture : choix de mesures et approches par le marché (rapport de synthèse)

Le Secrétariat présente la version révisée de ce rapport et rappelle aux délégués qu'il doit rester une synthèse des travaux entrepris par le GTM, rédigée à partir des rapports que ce dernier a examinés au cours de la période 1998-2000. Les délégués voient dans la version révisée une synthèse satisfaisante des activités conduites, mais certains pays estiment que quelques phrases à caractère directif doivent encore être corrigées, qu'il convient d'apporter davantage de soin à la rédaction des parties consacrées aux "niveaux de référence" et qu'il faut parvenir à un meilleur équilibre entre le traitement réservé aux avantages de l'agriculture pour l'environnement et celui des dommages qu'elle engendre. L'occasion est donnée aux délégués de formuler des commentaires détaillés sur chaque section au cours de la discussion, mais ils sont invités à les approfondir (si nécessaire) par écrit. Il est convenu que le Secrétariat révisera le rapport à la lumière des commentaires émis au fil des débats ou qui auront éventuellement été transmis par écrit avant la **fin décembre 2000**, et qu'il soumettra la nouvelle version aux comités de tutelle accompagnée d'une recommandation en vue de sa déclassification dans le cadre à la procédure écrite.

Point 7. Travaux en cours et futurs

Le GTM étudie le contenu, les échéances et la mise en œuvre du programme des travaux envisagés pour son prochain mandat de trois ans, sur la base du document Programme de travaux futurs proposés pour le GTM [COM/AGR/CA/ENV/EPOC(2000)128]. Dans la mesure où ce document fait référence aux documents Classification des mesures visant la qualité de l'environnement en agriculture [COM/AGR/CA/ENV/EPOC(2000)51/REV1] et Environmental Aspects in the Policy Evaluation Matrix [AGR/CA/APM(2000)17], ils sont tous trois pris en considération simultanément. Le GTM accueille favorablement ces propositions détaillées, qu'il considère comme une base de discussion de qualité. Les paragraphes ci-après synthétisent les débats et les décisions adoptées au sujet des propositions du Secrétariat.

Informations et données sur les tendances et politiques environnementales

(a) Indicateurs agro-environnementaux

Le Secrétariat présente les activités futures qu'il propose en relation avec les indicateurs agro-environnementaux, décrites dans les deux documents *Programme de travaux futurs pour le GTM* [COM/AGR/CA/ENV/EPOC(2000)128] et *Background Information on Future OECD Work on Agri-environmental Indicators* [COM/AGR/CA/ENV/EPOC/RD(2000)131]. Ces propositions s'appuient sur le *Rapport d'évaluation*, les commentaires transmis par les délégués conformément à la procédure préalablement définie et les débats menés lors de la réunion avec les organisations internationales et non gouvernementales qui s'est tenue les 13 et 14 novembre 2000 (les contributions écrites rédigées pour la réunion et le projet de synthèse de la présidence sont repris dans les documents *OECD Meeting with International Organisations to examine Future Work on Agriculture* [COM/AGR/CA/ENV/EPOC/RD(2000)132] et *Chair's preliminary draft summary report* [document de séance n° 2]).

Certains délégués soutiennent les propositions du Secrétariat, tandis que d'autres s'interrogent sur le principe du regroupement des indicateurs par catégories et sur le bien-fondé de la répartition entre les trois catégories telle qu'elle a été opérée. Prenant en considération les arguments avancés au fil des débats, le Secrétariat a reformulé ses propositions dans un nouveau document (*Secretariat Proposals for Future Work on OECD Agri-environmental Indicators* [document de séance n° 4] qui décrit les modalités de mise en œuvre qui pourraient être appliquées aux travaux sur les indicateurs pour la période à venir. Le GTM estime que ces nouvelles propositions constituent un fondement solide dans la perspective de la poursuite des activités en 2001, lesquelles mettront notamment l'accent sur la mise au point des indicateurs utiles à l'analyse de certaines questions relevant des pouvoirs publics et non pas sur la collecte des données. A la prochaine réunion du GTM, en juillet 2001, le Secrétariat fera le point sur l'avancée des travaux concernant le choix des indicateurs nécessaires à l'analyse des questions de fond et les méthodologies afférentes, et formulera des propositions concrètes relatives à la collecte des données dans le futur, ainsi qu'à la place qu'il convient de donner aux réunions d'experts et à la participation d'autres organisations internationales et d'ONG. L'objectif serait d'établir un rapport sur les résultats obtenus dans le domaine des indicateurs agro-environnementaux d'ici la fin 2002 ou le début 2003, mais ces résultats pourraient en outre être exploités ultérieurement dans des activités connexes de l'OCDE. Les pays Membres sont invités à formuler des propositions de travail spécifiques sur les indicateurs qui présentent un intérêt pour certains groupes régionaux de pays de l'OCDE ; elles seront également examinées lors de la prochaine réunion du GTM. Ce dernier est partisan de continuer à employer la méthode des pays chefs de file et d'utiliser activement le site web de l'OCDE.

b) Inventaire des informations et données sur les politiques et stratégies agro-environnementales destiné à faciliter l'examen des questions environnementales en agriculture

Les délégués apportent un soutien massif à l'activité envisagée pour donner suite à la proposition de *Classification des mesures visant la qualité de l'environnement en agriculture* [COM/AGR/CA/ENV/EPOC(2000)51/REV1] et pour réaliser cette dernière moyennant un inventaire des mesures. Le GTM décide que le Secrétariat commencera, avant toute chose, par répertorier les sources existantes d'informations sur les mesures agro-environnementales dans les pays Membres et qu'il l'informerait sur les domaines dans lesquels les pays seront invités à fournir des informations pour dresser l'inventaire. Il est également convenu que le premier avant-projet décrivant dans le détail la structure du rapport sur l'inventaire, les méthodes employées pour son établissement et son contenu (y compris un projet de questionnaire adressé aux pays Membres) sera soumis au GTM en juillet 2001.

Études comparatives

a) Répercussions de la libéralisation du commerce, des avancées techniques et de la réglementation sur la pollution de l'eau engendrée par l'élevage

b) Effets exercés sur la production et le commerce par différentes stratégies tendant à obtenir les résultats agro-environnementaux souhaités

Le Secrétariat signale que les projets proposés constituent la troisième phase des travaux concernant l'étude des liens entre agriculture, commerce et environnement. Ces travaux s'appuient sur les études quantitatives générales et conceptuelles entreprises précédemment par le GTM.

Les délégués apportent un soutien sans réserve à la proposition d'étude quantitative relative aux effets de la libéralisation des échanges agricoles sur le secteur de l'élevage et aux effets sur la pollution de l'eau. L'élaboration d'indicateurs de la qualité de l'eau adaptés, notamment d'indicateurs de risques, serait utile à ces travaux. Les délégués estiment que les effets sur la croissance économique en général devraient être pris en considération dans l'étude.

La délégation danoise présente l'étude qu'elle propose sur l'élaboration de lignes directrices relatives à la réglementation environnementale applicable au secteur de l'élevage intensif, à partir d'études de cas. Le GTM est favorable à ce projet. Dans l'ensemble, il estime que l'étude ne doit pas être limitée à l'élevage porcin intensif, qu'elle doit porter sur un plus grand nombre de pays et qu'elle doit faciliter l'élaboration de méthodes d'analyse des problèmes et aboutir à des conclusions générales et non pas spécifiques à certains pays. Le Danemark indique qu'il est disposé à cofinancer les travaux d'un consultant et d'autres pays, ainsi que le Secrétariat, sont invités à apporter eux aussi leur contribution financière.

Le Secrétariat fait rapidement le point sur l'activité concernant la Matrice d'évaluation des politiques (MEP) et rappelle que le GTM a été invité à formuler des commentaires sur l'utilisation éventuelle de cet outil dans le cadre d'une analyse quantitative de l'environnement, en précisant que ces travaux mobiliseraient des ressources importantes. Le GTM exprime des réserves quant à l'application de la MEP à une analyse quantitative de ce type et suggère de mettre à l'étude d'autres méthodes faisant appel à la modélisation.

A la lumière des arguments avancés, le Secrétariat approfondira ces propositions et soumettra des avant-projets pour examen à la session du GTM de juillet 2001. Il existe des liens étroits avec la mise au point des indicateurs et avec l'inventaire des mesures. Le Secrétariat étudiera avec les autorités danoises la possibilité d'entreprendre les activités qu'elles proposent dans le cadre du point (a) et mettra à l'étude

d'autres méthodes fondées sur des modèles au titre du point (b). Les délégués sont également invités à faire part au Secrétariat, dans les deux mois à venir, de leurs réflexions et de leurs suggestions.

c) Agriculture et changement climatique

La délégation canadienne a proposé que le GTM entreprenne de nouveaux travaux au sujet des incidences de l'agriculture sur le changement climatique, notamment en raison des difficultés soulevées par la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Deux questions revêtent une importance particulière : la place de l'agriculture dans la mise sur pied de systèmes globaux d'échanges de droits d'émissions et l'utilisation des sols agricoles en guise de puits de carbone. La production de biomasse, qui peut être utilisée à la place des combustibles fossiles pour produire de l'énergie, fait également partie des thèmes à aborder.

Jean-Philippe Barde indique que des travaux sont en cours à la Direction de l'environnement et à l'Agence internationale de l'énergie en vue de formuler des lignes directrices sur les échanges de droits d'émissions, mais qu'ils mettent l'accent sur l'énergie et non pas sur l'agriculture. Les Parties visées à l'annexe I membres du GIEC (parmi lesquelles des pays Membres de l'OCDE) se réuniront en mars 2001 pour débattre des puits de carbone. Il existe des liens avec les travaux sur les indicateurs agro-environnementaux et l'étude des pratiques agricoles à même de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le GTM juge qu'il serait intéressant d'étudier le rôle qu'il pourrait jouer dans ce domaine, mais précise qu'il convient d'éviter les redondances. Les délégués indiquent que la modification des pratiques agricoles, qui peut avoir d'autres motifs que le changement climatique, est susceptible de rejaillir aussi bien sur le piégeage du carbone que sur d'autres paramètres dans l'agriculture (par exemple sur les revenus). Le Secrétariat devrait indiquer au GTM, en juillet 2001, les aspects sur lesquels une activité de ce type pourrait présenter des synergies avec d'autres travaux sur le changement climatique. Les délégations sont invitées à faire part de leurs réflexions au Secrétariat au cours des prochains mois.

d) Agriculture et gestion des ressources en eau

Le Secrétariat trace les grandes lignes des travaux proposés au sujet des mécanismes de répartition de l'eau et de la pollution de l'eau. Il rappelle que le secteur agricole consomme beaucoup d'eau et constitue une source importante de pollution dans de nombreux pays. Dans l'ensemble, les délégués estiment que cette activité est moins prioritaire que les autres, dans la mesure où la répartition de l'eau a déjà fait l'objet de nombreux travaux, entre autres à l'OCDE, et où d'autres projets du GTM aborderont les problèmes de qualité de l'eau. Néanmoins, quelques pays sont très favorables à cette activité. Le GTM relève que des travaux sur la pollution de l'eau doivent être entrepris dans le cadre des activités sur les indicateurs, sur l'inventaire des politiques et sur le commerce et la pollution engendrée par l'élevage, et que, de surcroît, le Secrétariat est censé poursuivre la mise au point des méthodes de mesure des subventions liées aux usages agricoles de l'eau dans le cadre de ses travaux permanents sur l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), calculée aux fins d'établissement, chaque année, du suivi et de l'évaluation des politiques agricoles des pays membres de l'OCDE.

Le Secrétariat fait observer que le Secrétaire général classe les activités consacrées à l'eau parmi les principales priorités de l'OCDE et que de nouveaux travaux à ce sujet pourraient s'imposer une fois que l'OCDE et les ministres de l'environnement des pays Membres, à l'occasion de leur réunion de mai 2001, auront examiné les rapports sur le développement durable (et en particulier les documents sur la gestion des ressources naturelles). A la lumière des discussions du GTM et du programme de travail des autres

organes de l'OCDE, le Secrétariat annoncera au groupe, en juillet 2001, les études spécifiquement consacrées à la gestion de l'eau qui pourraient être entreprises en son sein.

e) Autres activités envisageables

Le GTM indique que des travaux supplémentaires pourraient être entrepris dans le cadre d'ateliers réunissant des participants issus d'horizons plus variés que ceux qui sont représentés en son sein, mais que pour ce faire, des financements volontaires s'avéreraient nécessaires. Il est souligné que les sujets abordés dans ces ateliers doivent être en rapport avec les objectifs généraux du GTM. Il pourrait être envisagé de consacrer des ateliers à l'agriculture biologique et à l'utilisation des ressources agricoles dans la production de biomasse. Les travaux d'autres organes de l'OCDE sur l'étiquetage pourraient comporter un volet sur les produits issus de l'agriculture biologique.

Synthèse générale et conclusion

Le Président observe que cette activité découlera en temps voulu des autres études présentées ci-dessus et propose qu'elle soit examinée plus en détail lors d'une réunion ultérieure du GTM.

Point 8. Questions diverses

M. Fraser (Nouvelle-Zélande) rend hommage à la contribution précieuse que le Président (Jaap Nieuwenhuize) et les vice-présidents (Masamichi Saigo et Daniel Zürcher) ont apporté aux travaux du GTM. Il note que le Président et le bureau ont joué un rôle très actif dans la préparation des ordres du jour et dans l'exercice de la présidence des réunions du GTM. Leur enthousiasme, leur détermination, leurs compétences et leur approche, axée sur l'obtention de résultats concrets, ont grandement contribué au succès du GTM, mis en évidence par le renouvellement de son mandat. Le GTM souhaite au Président et aux membres du bureau, qui ont tous pris récemment ou prendront prochainement de nouvelles fonctions dans leur pays d'origine, de réussir dans leur carrière.

La prochaine réunion du GTM se tiendra du **9 au 11 juillet 2001**.

**GROUPE DE TRAVAIL MIXTE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE
ET DU COMITÉ DES POLITIQUES D'ENVIRONNEMENT**

**JOINT WORKING PARTY OF THE COMMITTEE FOR AGRICULTURE
AND THE ENVIRONMENT POLICY COMMITTEE**

Treizième session / Thirteenth Session

4-6 décembre 2000 / 4-6 December 2000

**LISTE DES PARTICIPANTS/
LIST OF PARTICIPANTS**

Président/Chairman:

Mr. Jacob NIEUWENHUIZE (Pays-Bas/Netherlands)

Vice-Présidents/Vice Chairmen:

Mr. Masamichi SAIGO (Japon/Japan)

Mr. Daniel ZÜRCHER (Suisse/Switzerland)

**ALLEMAGNE/
GERMANY**

Mrs Astrid THYSSEN
Federal Ministry for the Environment
Division N II 5
Godesberger Allee 90
53175 BONN

Tel.: (49 228) 305 2654
Fax.: (49 228) 305 2696
Email: thysen.astrid@bmu.de

Ms. Petra STEFFENS
Executive Officer
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry
Division G 3
Postfach 14 02 70
53107 BONN

Tel: (49-228) 529 4163
Fax: (49-228) 529 4332
Email: Petra.Steffens@bml.bund.de

**AUSTRALIE/
AUSTRALIA**

Mr. Craig BURNS
Minister-Counsellor (Agriculture)
Australian Delegation to the OECD
4 rue Jean Rey
75724 PARIS CEDEX 15

Tel: (33-1) 40 59 33 70
Fax: (33-1) 40 59 33 94
E-mail: craig.burns@dfat.gov.au

Mr. Robert STURGISS
Australian Delegation to the OECD
4 rue Jean Rey
75724 PARIS CEDEX 15

Tel: (33-1) 40 59 33 59

**AUTRICHE/
AUSTRIA/**

Mr. Helmuth WALTER
Federal Ministry of Agriculture,
Forestry, Environment and Water
Management
Stubenring 1
A-1012 VIENNA

Tel.: (43-1) 71100 6747
Fax.: (43-1) 71100 6507
Email: helmuth.walter@BMLF.gv.at

DI. Gerhard ZETHNER
Federal Environmental Agency
Spittelauer Lände 5
A-1090 VIENNA

Tel: (43-1) 31304/3610
Fax: (43-1) 31304/3700
Email: ZETHNER@UBAVIE.GV.AT

Ms. Christa BAUER
Permanent Mission of Austria to the OECD
3 rue Albéric-Magnard
75116 PARIS

Tel.: (33-1) 53 92 23 30
Fax: (33-1) 40 50 87 05
Email: christa.bauer@bka.gv.at

**BELGIQUE/
BELGIUM**

M. Johan HEYMAN
Ministère de l'Agriculture - DG2 -
Relations Internationales
WTC TOUR III - 23ème étage
Boulevard Simon Bolivar, 30
B 1000 BRUXELLES

Tel.: (32-2) 208.49.86
Fax: (32-2) 208.50.06
Email: Johan.heyman@cmlag.fgov.be

CANADA

Mr. Terence McRAE
Environment Bureau
Agriculture & Agri-Food Canada
930 Carling Avenue, Room 367
OTTAWA
Ontario K1A 0C5

Tel.: (1-613) 759 7310
Fax.: (1-613) 759 7238
Email: MCRAETA@EM.AGR.CA

Mr. Bob Mac GREGOR
Research and Analysis Directorate
Agriculture & Agri-Food Canada
960 Carling Avenue, Bldg No 74
OTTAWA
Ontario K1A 0C5

Tel.: (1-613) 759 1796
Fax.: (1-613) 759 7078
Email: macgrbo@em.agr.ca

**CORÉE/
KOREA**

Mr. Sang-Jae LEE
Deputy Director
Bilateral Co-operation Division
Ministry of Agriculture and Forestry (MAF)
Government Complex Kwachun
Kwachun, 427-769

Tel.: (82-2) 503 72 96
Fax: (82-2) 507 20 95
Email: leesj@maf.go.kr

Dr. Chang-Gil KIM
Fellow Researcher
Team of Sustainable Agriculture
Korea Rural Economic Institute (KREI)
4-102 Hoegi-Dong
Dongdaemoon-Ku
SEOUL – 130-710

Tel.: (82-2) 32 99 42 65
Fax: (82-2) 959 61 10
Email: changgil@krei.re.kr

Mr. Sun-Kwan KIM
Senior Researcher
National Institute of Agricultural Science
and Technology
Rural Development Administration (RDA)
SUWEON CITY
Kyonggi-Do

Tel.: (82-31) 290 0238
Fax: (82-31) 290 0222
Email: sunkkim@rda.go.kr

Mr. Kyung-Tae OH
 First Secretary
 Agricultural Affairs
 Permanent Delegation
 Service de l'OCDE
 2/4 rue Louis David
 75782 PARIS Cedex 16

Tel: (33 1) 44 05 20 57
 Fax: (33 1) 47 55 86 70
 Email: ktoh@club-internet.fr

**DANEMARK/
 DENMARK**

Mrs. Dorrit KRABBE
 Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
 Holbergsgade 2
 DK-1057 COPENHAGEN

Tel.: (45-33) 92 20 60
 Fax: (45-33) 12 46 86
 Email: DKR@FVM.DK

Mrs. Kitt Bell ANDERSEN
 Head of Section
 The National Forest and Nature Agency,
 Department of Agriculture and
 Biotechnology
 Ministry of Environment and Energy
 Haraldsgade 53
 2100 COPENHAGEN Ø

Email: KBA@SNS.DK

**ESPAGNE/
 SPAIN**

M. José Ramón LÓPEZ PARDO
 Conseiller pour l'agriculture,
 la pêche et l'alimentation
 Délégation de l'Espagne
 auprès de l'OCDE
 22 avenue Marceau
 75008 PARIS

Tel.: (33-1) 44 43 30 19
 Fax: (33-1) 44 43 30 18
 Email: paresp@club-internet.fr

Dr. Angel BARBERO MARTIN
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentacion
 Direccion General de Desarrollo Rural
 Paseo de la Castellana 112
 28003 MADRID

Tel.: (34-91) 347 1668
 Fax: (34-91) 347 1650
 Email: abarbero@mapya.es

**ÉTATS-UNIS/
 UNITED STATES**

Dr. Katherine SMITH
 Director
 Resource Economics Division
 Economic Research Service
 U.S. Department of Agriculture
 WASHINGTON D.C.

Tel.: (1-202) 694 5500
 Fax: (1-202) 694 5773
 Email: ksmith@ers.usda.gov

Mr. Alonzo SIBERT
Advisor for Agricultural Affairs
U.S. Mission to the OECD
19 rue de Franqueville
75775 PARIS Cedex 16

Tel: (33 1) 45 24 74 37
Fax: (33 1) 45 24 74 80
Email: SibertAX@state.gov

**FINLANDE/
FINLAND**

Ms. Elina NIKKOLA
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Forestry
P.O. Box 30
00023 GOVERNMENT

Tel: (358 9) 160 88 626
Fax: (358 9) 160 24 50
Email: elina.nikkola@mmm.fi

Ms. Tarja HAARANEN
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Forestry
P.O. Box 30
00023 GOVERNMENT

Tel: (358 9) 160 88 688
Fax: (358 9) 160 88 690
Email: tarja.haaranen@mmm.fi

FRANCE

M. Joseph RACAPÉ
Chargé de Mission
Direction des Etudes Economiques et de
l'Evaluation Environnementale
Ministère de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement
20 avenue de Ségur
75007 PARIS

Tel.: (33-1) 42 19 19 50
Fax.: (33-1) 42 19 19 80
Email:
joseph.racape@environnement.gouv.fr

M. Jean-Marie DEVILLARD
DPEI/BO3E
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
3 rue Barbet de Jouy
75007 PARIS

Tel.: (33-1) 49 55 46 81
Fax.: (33-1) 49 55 49 77
Email:
jean-marie.devillard@
agriculture.gouv.fr

Mlle Gaëlle REGNARD
Chargé de mission
Bureau de l'Orientation Economique
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
78 rue de Varenne
75007 PARIS

Tel.: (33-1) 49 55 50 78
Fax: (33-1) 49 55 49 77
Email:
gaelle.regnard@agriculture.gouv.fr

M. Joël MATHURIN
DPEI/BO3E
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
78 rue de Varenne
75007 PARIS

Tel: (33-1) 49 55 46 77
Fax: (33-1) 49 55 49 77

**GRÈCE/
GREECE**

Mrs. Paraskevi DILANA
Ministry of Agriculture
Directorate of Spatial Planning and Environment
ATHENS
Tel.: (30-1) 364 14 17
Fax: (30-1) 361 83 27
Email: vdilana@hotmail.com

Andreas VAROTSOS
Greek Delegation to the OECD
15 Villa Saïd
75116 Paris
Tel. (33 1) 45 02 24 06
Fax: (33 1) 45 00 71 55
Email:
001_deleg/grc/oced/fr@olis.oecd.org

Mr. Yorgos KLIDONAS
Environmental Liaison Officer
Greek Delegation to the OECD
15 Villa Saïd
75116 PARIS
Tel.: (33-1) 45 02 24 03
Fax: (33-1) 45 00 71 55
Email: klidonasyor@hotmail.com

**HONGRIE/
HUNGARY**

Mr. József SURJÁN
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Regional Development
Plant Protection and Agri-Environmental Management Department
1055 Budapest
Kossuth tér 11
1860 BUDAPEST
Tel: (36-1) 301 4476
Fax: (36-1) 301 4644 / 302 0408
Telex: 22 54 45
Email: jozsef.surjan@fvm.hu

Mr. György FEHÉR
Counsellor
Permanent Delegation of the Republic of Hungary to the OECD
148 avenue Victor Hugo
75116 Paris
Tel: (33 1) 53 65 65 00
Fax: (33 1) 47 55 80 60

**IRELAND/
IRLANDE**

Mr. Tom QUINLIVAN
General Agricultural Policy and Evaluation Group
Department of Agriculture, Food and Rural Development
Floor 3E
Agriculture House
Kildare Street
DUBLIN 2
Tel: (353 1) 607 29 94
Fax: (353 1) 661 62 63
Email:
Tom.Quinlivan@DAFF.irlgov.ie

ITALIE/ITALY

Mrs. Rosa FRANCAVIGLIA
Senior Researcher
Istituto Sperimentale per la Nutrizione delle
Piante
Ministry of Agricultural Policies
Via Della Navicella, 2
00184 ROME

Tel: (39-06) 700 52 99
Fax: (39-06) 700 57 11
Email:
r.francaviglia@isnp.it

Dr. Daniela ALTERA
Ministry of Environment
Servizio Conservazione Natura
Via Capitan Bavastro, 176
00147 ROMA

Tel: (39-06) 572 285 26
Fax: (39-06) 572 285 77
Email:
danieltera@yahoo.it

Dr. Paolo BAZZOFFI
Ministero per le Politiche Agricole
Istituto Sperimentale per lo Studio e la
Difesa Del Suolo
P.za M. D'Azeglio, 30
50121 FLORENCE

Tel: (39-055) 249 1211
Fax: (39-055) 241 485
Email: bazzoffi.paolo@iol.it

Mme Annalisa ZEZZA
Directeur général
Istituto Nazionale di Economia Agraria
Via Barberini, 36
00187 ROME

Tel: (39-06) 4785 6301
Fax: (39-06) 4817 283
Email: zezza@inea.it

Mme Antonella TRISORIO
Istituto Nazionale di Economia Agraria
Via Barberini, 36
00187 ROME

Tel: (39-06) 4785 64 28
Fax: (39-06) 4741 984
Email: trisorio@inea.it

Mme Carla DI PAOLA
Attaché
Délégation permanente de l'Italie auprès de
l'OCDE
50 rue de Varenne
75007 PARIS

Tel.: (33-1) 44 39 21 61
Fax: (33-1) 42 84 08 59
Email: carla.dipaola@rappocse.org

**JAPON/
JAPAN**

Mr. Masamichi SAIGO (Vice-Chairman)
Deputy Director
Fertiliser and Machinery Division
Agricultural Production Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry
And Fisheries
1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku
TOKYO

Tel.: (81-3) 35 01 19 63
Fax.: (81-3) 35 02 85 19
Email:
masamichi_saigou@nm.maff.go.jp

Mr. Atsuhiko MENO
Deputy Director
Office of Sustainable Agriculture
Agriculture Production Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku
TOKYO

Tel: (81-3) 3593 64 95
Fax: (81-3) 3502 08 69
Email:
Atsuhiko_meno@nm.maff.go.jp

Mr. Takumi SAKUYAMA
First Secretary, Agriculture
Permanent Delegation of Japan to the
OECD
11 Avenue Hoche
75008 PARIS

Tel: (33 1) 53 76 61 93
Fax: (33 1) 45 63 05 44
Email: sakuyama@deljp-ocde.fr

Mr. Akio TAKIMOTO
Second Secretary, Environment
Permanent Delegation of Japan to the
OECD
11 avenue Hoche
75008 PARIS

Tel: (33 1) 53 76 61 82
Fax: (33 1) 45 63 05 44
Email:
Takemoto@deljp-ocde.fr

**MEXIQUE/
MEXICO**

Ms. Jasmine AGUILAR
Invitada por la Delegacion mexicana de
Semarnap

Tel: (33 1) 42 63 44 69
Email: jasmine@fph.fr
Or jasmin@laneta.apc.org

Mr. Jorge RUEDA SOUSA
Agricultural Counselor for Europe, SAGAR
Delegation of Mexico to the EC
Av. F. Roosevelt 94
1050 BRUSSELS
Belgium

Tel. : (32-2) 644 22 29
Fax : (32-2) 644 28 35
Email: icoafb@pophost.eunet.be

**NORVÈGE/
NORWAY**

Mr. Frode LYSSANDTRAE
Advisor
Ministry of Agriculture
P.O. Box 8007 DEP
0030 OSLO

Tel.: (47 2) 224 92 37
Fax: (47 2) 224 95 56
Email: frode.lyssandra@LD.DEP.NO

**NOUVELLE-
ZÉLANDE/
NEW ZEALAND**

Mr. Neil FRASER
Manager, International Liaison
MAF Policy
Ministry of Agriculture and Forestry
P.O. Box 2526
WELLINGTON

Tel: (64 4) 498 98 60
Fax: (64 4) 498 98 91
Email: frasern@maf.govt.nz

Ms. Sarah SALMOND
Policy Analyst
International Policy
MAF Policy
Ministry of Agriculture and Forestry
P.O. Box 2526
WELLINGTON

Tel: (64 4) 474 41 00 Extn 8279
Fax: (64 4) 498 98 91
Email: salmonds@maf.govt.nz

Ms. Dawn BENNET
First Secretary
Permanent Delegation of New Zealand
to the OECD
7ter rue Léonard de Vinci
75116 PARIS

Tel.: (33-1) 45 00 24 11 ext. 262
Fax: (33-1) 45 01 26 39
Email: 001_DELEG/NZL/FR/OECD@OLIS.OECD.ORG

**PAYS-BAS/
NETHERLANDS**

Mr. Jaap NIEUWENHUIZE (Chairman)
Ministry of Agriculture, Nature
Management and Fisheries
P.O. Box 20401
2500 EK The Hague

Tel. (31 70)
Fax (31 70)
Email: j.nieuwenhuize@kab.agro.nl

Ms. Esmé V. EIKENAAR
Ministry of Agriculture, Nature
Management and Fisheries
Department of Environmental Affairs
Bezuidenhoutseweg 73
Post Box 20401
2500 EK THE HAGUE

Tel: (31 70) 378 41 39
Fax: (31 70) 378 61 41
Email: e.v.eikenaar@vvm.agro.nl

Mr. Ancel van ROYEN
Permanent Delegation of the Netherlands to
the OECD
Paris

Tel: (33 1) 45 24 99 71
Fax: (33 1)
Email: ancel-van.royen@minbuza.nl

PORTUGAL

Mme Teresa AVELAR
Audit à l'Environnement
Ministère de l'Agriculture, du
Développement Rural et des Pêches
Praça do Comércio
1149-010 LISBONNE

Tel.: (351-1) 323 48 68
Fax: (351-1) 323 46 12
Email: aa@min-agricultura.pt

Mme Cristina ALMEIDA
Représentante Permanente Adjointe
Délégation permanente du Portugal auprès
de l'OCDE
10bis rue Edouard Fournier
75116 PARIS

Tel: (33 1) 45 03 31 00
Fax: (33 1) 45 03 22 03

**ROYAUME-UNI/
UNITED
KINGDOM**

John PARKIN
Rural and Marine Environment Division
Sustainable Agriculture Branch
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
Nobel House
Room 147
17 Smith Square
London, SW1P 3JR
United Kingdom

Tel. (44 207) 238 5656
Fax. (44 207) 238 67 00
Email: john.parkin@maff.gsi.gov.uk

David MASON
Rural and Marine Environment Division
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
Room 141 Nobel House
17 Smith Square
London, SW1P 3JR
United Kingdom

Tel. (44 207) 238 5783
Email: david.mason@maff.gsi.gov.uk

Mr. Lindsay MITCHELL
Deputy Head of Rural and Marine
Environment Division
Ministry of Agriculture, Food and Fisheries
Nobel House, Room 147
17 Smith Square
LONDON SW1P 3JR

Tel: (44 20) 7238 6720
Fax: (44 20) 7238 6069
Email: l.mitchell@maff.gsi.gov.uk

SUÈDE/SWEDEN

Ms. Ingrid SVEDINGER
Head of Section
Ministry of Agriculture
10333 STOCKHOLM

Tel: (46-8) 405 11 99
Fax: (46-8) 249 546
Email:
ingrid.svedinger@agriculture.ministry.se

Mr. Carl Johan LIDÉN
Director
Environment and Rural Development
Division
Ministry of Agriculture, Food and Fisheries
SE-10333 STOCKHOLM

Tel.: (46-8) 405 11 93
Fax: (46-8) 249 546
Email:
carljohan.liden@agriculture.ministry.se

**SUISSE/
SWITZERLAND**

Mr. Daniel ZÜRCHER (Vice-Chairman)
Adjoint scientifique
Office fédéral de l'environnement,
des forêts et du paysage
3003 BERNE

Tel.: (41-31) 322 80 04
Fax: (41-31) 322 99 81
Email:
Daniel.Zuercher@buwal.admin.ch

Mme Brigitte DECRAUSAZ
Collaboratrice scientifique
État Major - Écologie
Office fédéral de l'agriculture
Mattenhofstrasse 5
3003 BERNE

Tel: (41-31) 322 25 98
Fax: (41-31) 322 26 34
Email: brigitte.decrausaz@blw.admin.ch

M. OBRIST
Délégation permanente de la Suisse auprès
de l'OCDE
28 rue de Martignac
75007 PARIS

Tel: (33-1) 49 55 74 56
Fax: (33-1) 49 55 74 61

M. Philippe FONTANA
Délégation permanente de la Suisse auprès
de l'OCDE
28 rue de Martignac
75007 PARIS

Tel.: (33-1) 49 55 74 54
Fax: (33-1) 45 51 01 49
Email:
philippe.fontana@pao.rep.admin.ch

**TURQUIE/
TURKEY**

Mrs Özlen EFE
Economic Counsellor
Permanent Delegation of Turkey to the
OECD
9 rue Alfred-Dehodencq
75116 PARIS

Tel.: (33-1) 42 88 50 02
Fax: (33-1) 45 27 28 24
Email: turdeloe@club-internet.fr

**COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES/
COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES**

Mr. Rüdiger ALTPETER
Principal Administrator
Agri DG H2
Affaires Internationales Agriculture
Loi 130 6/58
200 rue de la Loi
1049 BRUXELLES

Tel: (32-2) 295 33 98
Fax: (32-2) 296 96 36
Email:
Rudiger.Altpeter@cec.eu.int

Mr. Martin SCHEELE
Administrator
Directorate General for Agriculture
Agri DG A1
Analysis and Overall Approach
Rue de la Loi 200
L 130 - 7/145
1049 BRUXELLES

Tel: (32 2) 296 39 70
Fax: (32 2) 296 39 87
Email:
martin.scheele@cec.eu.int

Mr. Bernhard BERGER
Administrator
Directorate General for Environment
ENV D1
Rue de la Loi 200
34 9 3/155
1049 BRUXELLES

Tel: (32 2) 296 86 77
Fax: (32 2) 296 88 25
Email: bernhard.berger@cec.eu.int

EUROSTAT

M. Claude VIDAL
Conseiller auprès du Directeur des
statistiques de l'agriculture, de
l'environnement et de l'énergie
Bât. Jean Monnet
BECH C2/608
L-2920 LUXEMBOURG

Tel: (352) 4301 371 82
Fax: (352) 4301 373 17
Email:
Claude.vidal@cec.eu.int

Mr. David HEATH
Director
Agriculture, environmental and energy
statistics
Postal address:
JMO Building
L-2920 LUXEMBOURG
Office:
BECH Building
5 rue Alphonse Weicker
L-2721 LUXEMBOURG

SECRETARIAT DE L'OCDE/OECD SECRETARIAT

**DIRECTION DE L'ALIMENTATION , DE L'AGRICULTURE ET DES PÊCHERIES/
DIRECTORATE FOR FOOD, AGRICULTURE AND FISHERIES**

Mr. Gérard VIATTE, Director
Mr. Ken ASH, Deputy Director
Mr. Wilfrid LEGG, Head of Division
Mr. Joe DEWBRE, Principal Administrator
Mr. Kevin PARRIS, Principal Administrator
Mr. Luis PORTUGAL, Principal Administrator
Mr. Yukio YOKOI, Principal Administrator
Mr. Vaclav VOJTECH, Administrator
Mr. Peter WALKENHORST, Administrator
Ms. Françoise BÉNICOURT, Assistant to Head of Division

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT/
ENVIRONMENT DIRECTORATE**

Mr. Jean-Philippe BARDE, Acting Head of Economics Division
Mr. Dan BILLER, Administrator
Mrs. Elaine GEYER-ALLELY, Administrator
Ms. Helen MOUNTFORD, Administrator
Ms. Jeannie RICHARDS, Administrator
Ms. Celia BRAGA-SCHICH, Assistant

**TRADE DIRECTORATE/
DIRECTION DES ECHANGES**

Mr. Dale ANDREW, Principal Administrator

**GENERAL SECRETARIAT/
SECRETARIAT GENERAL
Sustainable Development Project Group**

Mr Ron STEENBLIK, Principal Administrator